



STÉPHANIE LE DANTEC et PHILIPPE BOVET

Éco friendly

Le premier quartier durable de Paris et d'Île-de-France sortira de terre en 2012.

Portrait croisé de Stéphanie Le Dantec, coordinatrice des Amis de l'ÉcoZac, l'association qui a orienté écologiquement le projet, et de son président fondateur, Philippe Bovet.

Stéphanie Le Dantec, 33 ans, coordinatrice des Amis de l'ÉcoZac, n'a pas le profil de la bourgeoise bohème type, écolo parce qu'à la mode. Elle a participé à l'aventure citoyenne de ce quartier de Paris, place de Rungis, dans le 13^e arrondissement, mais compte demeurer en proche banlieue, dans sa maison du Pré-Saint-Gervais, qu'elle a retapée avec son compagnon en respectant méticuleusement un certain nombre de règles écologiquement correctes. Du reste, la mixité sociale du futur quartier, c'est un des combats qu'elle a menés avec les autres membres de l'association, à charge maintenant pour la Semapa⁽¹⁾, l'aménageur, et la mairie du 13^e arrondissement de le rendre effectif.

Chez Philippe Bovet, président et fondateur de l'association, l'écologie est, pour une bonne part, d'inspiration germanique. Ce Franco-Suisse de 47 ans, à cheval entre Paris et Bâle, a été élevé dans une double culture. Séjournant à Berlin plusieurs années, il y a vécu, adolescent, la première vague verte des années 1970 et connaît sur le bout des doigts la politique environnementale des *Länder*, beaucoup plus puissants que les régions françaises.

Devenu journaliste spécialisé dans l'environnement, pour *Le Monde diplomatique* notamment, c'est en Allemagne, en Suisse ou en Autriche qu'il va « chercher ses meilleurs exemples ».

Stéphanie et Philippe estiment que le travail des Amis de l'ÉcoZac est à peu près terminé, maintenant que l'essentiel de leurs propositions a été retenu. Ainsi, l'ensemble de la zone consommera en moyenne 50 kilowattheures par mètre carré et par an, soit quasiment moitié moins que ce qu'exige la réglementation thermique actuelle⁽²⁾. Les édifices intégreront du solaire thermique, du solaire photovoltaïque et des systèmes de récupération de l'eau de pluie pour alimenter les jardins et éventuellement les chasses d'eau des logements et bureaux. Lesquels bâtiments devront être bien isolés (avec des écomatériaux) et bien orientés pour favoriser l'éclairage naturel et donc un moindre recours à l'électricité. En revanche, après avoir effectué des forages, la Semapa a abandonné l'idée d'utiliser la géothermie pour produire de l'eau chaude.

Autre victoire : les transports « doux » seront favorisés ; la Zac sera une zone dite apaisée, essentiellement réservée aux piétons

et cyclistes, les parkings en sous-sol seront limités à 50 places, au lieu des 200 initialement prévues, et un espace y sera réservé pour une quinzaine de voitures partagées. En 2012, lorsque la construction sera achevée, l'ensemble devrait comporter des logements, dont un immeuble pour étudiants, des bureaux, des commerces, une crèche, une halte-garderie, un établissement pour personnes âgées dépendantes et un jardin.

Zone de lobbying

Avant d'en arriver là, il a fallu labourer le terrain, à savoir une ancienne friche de 3,8 hectares, propriété de Réseau ferré de France (RFF). Tout commence à l'automne 2003, lorsque la création d'une Zac (zone d'aménagement concerté) est approuvée par le Conseil de Paris. Objectif : construire 40 000 mètres carrés de logements et bureaux. Philippe Bovet, habitant du 13^e, y voit l'occasion d'y réaliser une ÉcoZac (une Zac écologique). « J'étais triplement choqué, d'abord que cette mairie gauche-Verte veuille encore construire comme dans les années 1970 : seules une piste cyclable et une crèche HQE [haute qualité environnementale] étaient prévues. J'étais également choqué qu'on veuille continuer à édifier des bâtiments passoires, mal isolés, sans tenir compte de la consommation d'énergie, qui constitue un véritable deuxième loyer dans les logements, notamment sociaux. Et je suis encore choqué qu'il ait fallu une association comme la nôtre pour émettre ces propositions alors qu'il y a une armada de techniciens à la mairie ou à la Semapa. »

négaWatt, Les Amis de la Terre, Greenpeace...), suivie très vite, pour le financement, par des fondations telles que Patagonia, Fondation pour une terre humaine, Un monde par tous. Dans le même temps, en mai 2005, la majorité municipale dépose un vœu en conseil d'arrondissement pour que soit adoptée une démarche de développement durable sur cette Zac. S'inspirant notamment des quartiers BedZED à Londres ou Vauban à Fribourg (Allemagne), les membres de l'association définissent une plateforme d'objectifs : consommation faible et autonome d'énergie en implantant du solaire thermique (production d'eau chaude) et du solaire photovoltaïque (production d'électricité) ; gestion harmonieuse des ressources en eau (récupérer l'eau de pluie et la stocker dans des citernes souterraines) ; gestion locale des déchets (compostage) ; réduction de la place de la voiture ; habitat pour tous, etc.

Réticences

Le programme est ambitieux et l'association se heurte à certaines résistances. « À l'égo des politiques notamment. Les Verts du 13^e, raconte Philippe Bovet, ne s'intéressaient pas au projet et nous suspectaient d'être le sous-marin d'un parti. Tout comme le PS et le PC, qui nous prenaient, eux, pour un sous-marin des Verts... En fait, nous avons pris les élus la main dans le sac : alors qu'ils affirmaient vouloir limiter la place de la voiture – et que le tram allait faire son apparition dans le quartier en 2006 –, ils prévoyaient la construction de nombreux parkings en sous-sol. » Du côté des autres associations locales, ça grince aussi,

« Nous avons un projet réussi de mobilisation citoyenne, comment fait-on pour le pérenniser, pour faire du transfert d'expériences ? »

En 2004, le journaliste monte un dossier de 50 pages pour promouvoir la construction d'un quartier durable. Parallèlement, il participe aux réunions de concertation sur la future Zac de Rungis. En juillet 2004, il fait parvenir son dossier à une quarantaine de personnes, dont des responsables de la Ville de Paris (Yves Contassot, Denis Baupin, Jérôme Coumet...). Il relate : « Je n'ai reçu que deux réponses polies : une lettre type et une de Jérôme Coumet, premier adjoint du 13^e à l'époque, qui m'a proposé de passer à la mairie. » « À l'époque vous m'avez parlé chinois », lui a avoué plus tard l' élu.

Face au peu d'intérêt suscité, Philippe Bovet décide de se tourner vers le milieu associatif. Ainsi se crée l'association des « Amis de l'ÉcoZac de la place de Rungis, Paris 13^e », en mai 2005, avec le soutien d'associations nationales (Sortir du nucléaire,

sur le mode « au secours, les écolos arrivent ! ». Et à l'époque, point de Grenelle, de plan climat parisien ou de projet de développement durable soutenu par la mairie ; « L'écolo était encore assez mal perçu », abonde Stéphanie Le Dantec. L'association vient bel et bien perturber une concertation débutée en 2002, dérangeant de fait pas mal de monde.

Rapidement, l'association met en place toute une série d'outils de communication, « des moyens simples pour faire du lobbying écologique (des soirées débat "Les jeudis de l'ÉcoZac", un site Web, des campagnes de communication telles des cartes postales, des lettres ouvertes), résume Stéphanie Le Dantec. Mais aussi des moyens plus complexes comme l'organisation de voyages d'étude en direction des élus ». L'embauche d'une permanente, Elsa Ghezziel, sera déterminante, ainsi que l'implica-

tion constante de Philippe Bovet. Lequel souligne qu'affiches, tracts et cartes postales ont été réalisés sur papier recyclé et avec de l'encre végétale...

« Les débats, réunissant jusqu'à une quarantaine de personnes, se sont bien passés, témoigne le journaliste, la tension est un peu retombée, grâce également aux voyages (en train) à Fribourg et à Londres, où les autres associatifs étaient invités, à l'instar des élus. Nous sommes devenus crédibles, nous leur avons montré des quartiers de vie, des quartiers apaisés, notamment Fribourg, où nous avons visité nombre de bâtiments et de bureaux écologiques ; pour les élus, c'est marquant. » Outre les voyages, les soirées organisées au cinéma La Clef, dans le 5^e, ont été décisives. Les Amis de l'ÉcoZac font salle comble plusieurs fois, Jérôme Coumet y a assisté très régulièrement, le Vert Yves Contassot (ex-responsable de l'environnement dans l'ancienne équipe Delanoë, il est aujourd'hui élu du 13^e) y a passé une tête, ainsi que des représentants de l'urbanisme de la Ville de Paris.

Communiquer utile

Stéphanie Le Dantec, pour sa part, a pris le projet en cours de route, en février 2007 précisément. L'association avait alors besoin de se restructurer, de renforcer sa communication. Elle vient soutenir la coordinatrice, dont elle a ensuite pris la succession. « Ce qui m'a amené aux Amis de l'ÉcoZac, explique-t-elle, c'est une sensibilité personnelle, une démarche entreprise il y a quelques années, qui consiste à se poser des questions sur sa manière de vivre, de consommer. Au bout d'un moment, on se dit : "Je travaille, je suis dans la com', on peut y dire tout et n'importe quoi ; si je pouvais communiquer de manière utile" ... » Après un master en géographie sociale et développement durable, elle rencontre les Amis de l'ÉcoZac. Lorsqu'elle rejoint l'équipe, Stéphanie Le Dantec s'attelle notamment à la question des transports : « Trois voies traversantes étaient prévues sur la Zac, on a demandé à ce que ce soit revu, qu'il y ait moins de stationnements, des voitures partagées. » La suite, on la connaît vu que, sur ce plan, mais aussi sur celui de l'économie d'énergie, du recyclage, de la mixité sociale, etc., l'association a eu gain de cause.

Il faut alors envisager un futur à l'action. Pas si simple. « On a pensé créer une fédération nationale des ÉcoZac, mais on est fatigués, on n'a plus les moyens... Nous revoyons donc un peu à la baisse le périmètre d'intervention en se disant : nous avons un projet réussi de mobilisation citoyenne, comment fait-on pour le pérenniser, pour faire du transfert d'expériences ? » Début 2007, la réponse est trouvée : monter un réseau avec d'autres structures aux approches similaires. L'association participe ainsi à la création des Amis de l'ÉcoZac des Batignolles, qui agissent sur le 17^e arrondissement de Paris. D'autres collectifs les contactent, des étudiants et journalistes à la recherche d'infos, mais aussi des élus et des équipes municipales qui font appel à eux pour intervenir en réunion publique.

Nouveau souffle

Entre lobbying réussi et essaimage en cours, l'association se cherche aujourd'hui un nouveau souffle. D'autant que les subventions se font rares, que Stéphanie Le Dantec n'est plus salariée de l'association et que le nombre de membres a diminué de façon conséquente. La période est donc à la réflexion et des idées commencent à émerger. Pour renouer avec les voyages d'étude, un outil de lobbying très efficace, l'association s'est ainsi tournée vers Formation et Citoyenneté, un organisme de formation agréé qui s'adresse aux élus des collectivités territoriales. Les Amis de l'ÉcoZac sont désormais accompagnateurs et/ou force de propositions et travaillent à la programmation de voyages d'étude.

Quant à Philippe Bovet, il achève l'écriture d'un livre consacré à onze exemples d'écoquartiers en Europe (éditions Terre vivante). Histoire de donner envie, de fournir des clés méthodologiques et de rappeler à qui veut bien l'entendre qu'un quartier, c'est d'abord ses habitants.

ANTOINE PATEFFOZ

Illustration de Bruno Gibert

(1) Société d'économie mixte chargée du projet d'aménagement de Paris Rive gauche.
(2) Actuellement, dans le neuf : de 80 à 250 kilowattheures par mètre carré et par an. D'ici à cinq ans, la norme devrait être de 50 kilowattheures par mètre carré et par an.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Les Amis de l'ÉcoZac : www.ecozac-paris.org
- Le projet d'ÉcoZac : www.parisrivegauche.com/telechargements_rungis